Quel avenir pour le Printemps des peuples arabes?*

Yves Aubin de la Messuzière

Les révolutions dans le monde arabe sont mûes par des ressorts communs, souvent anciens

En premier lieu, la montée en puissance des classes moyennes et de jeunes générations frustrées face à des systèmes autocrates, gérontocratiques et de républiques à caractère monarchique, qui confisquaient l'espace politique et les différentes rentes (pétrolières, téléphonie, tourisme etc.). La fermeture du jeu politique et l'absence d'alternative politique ont été des causes majeures.

* A l'appellation dominante "Le Printemps arabe", j'ai préféré celle de "Printemps des peuples arabes", afin de mieux marquer le caractère à la fois populaire et pluriel des soulèvements.

Les politiques d'éducation, particulièrement volontaristes, notamment en Tunisie, ont été parfois des machines à créer du chômage, en l'absence de formations professionnelles adaptées. Ce n'est pas par hasard que le vent de la révolte ait commencé en Tunisie, pays qui connaît le plus fort niveau d'éducation

42

La précarité des jeunes générations est l'un des moteurs des contestations. Si la plupart de ces pays ont réussi leur transition démographique, des analystes tels que Youssef Courbage et Emmanuel Todd (*Le rendez-vous des civilisations* — Seuil, 2007), ont souligné que les effets de cette évolution ne se feraient sentir qu'au milieu de la décennie 2010. Selon la Banque mondiale, au cours de cette décennie, le Maroc a besoin de créer 400.000 emplois en 10 ans, l'Algérie 450.000, la Tunisie 300.000. Le rythme actuel de créations d'emplois est en dessous de la moitié des besoins. Il y avait là les ingrédients d'une explosion sociale en raison des difficultés d'absorber les jeunes diplômés dans le monde du travail. A cela s'ajoutait le mal-être de ces jeunes générations, tentées soit par l'extrémisme, soit par le départ vers l'autre rive de la Méditerranée et, finalement la jeunesse a fait le choix de la révolte et du soulèvement.

Le rejet de la corruption a été aussi l'un des moteurs des mouvements dont on pourra souligner la dimension morale et éthique. En Tunisie, c'est un système de prédation davantage que de corruption qui s'était développé. Les premiers *slogans* des manifestants visaient les familles (Trabelsi en Tunisie, fils de Moubarak, Makhoul en Syrie) à la tête de

véritables cartels à dimension parfois mafieuse. Ghassan Salamé a bien analysé ce phénomène commun à plusieurs pays arabes, qu'il qualifie de "régimes patrimoniaux". L'Etat lui-même est inscrit dans le patrimoine des familles régnantes, monarchiques ou républicaines.

Plusieurs régimes arabes du Maghreb et du Machrek ont été confrontés à des crises de légitimité et/ou de succession. C'est le cas de la Tunisie, de l'Égypte, du Yémen où les régimes sont devenus illégitimes du fait du renouvellement à l'infini des mandats présidentiels, du trucage systématique des élections et, de ce fait, d'une participation très minoritaire d'électeurs; s'ajoutaient des perspectives incertaines, mais contestées, de successions par les fils (Égypte, Yémen, Libye), la famille (Tunisie) ou par les fratries (Arabie saoudite).

43

Autre ressort, la dégradation des économies des pays non producteurs de pétrole; ces pays ont affiché des taux de croissance du PIB autour de 5% en moyenne dans les années 2000, il s'est ralenti durant la crise de 2008 (3% en Tunisie) et, dans le même temps, les investissements endogènes et directs étrangers ont baissé, accentuant la crise économique et la diminution du pouvoir d'achat des classes moyennes. Des analystes économiques estiment que sans la corruption et le système de prédation, la Tunisie aurait pu connaître entre 1 et 2% de croissance supplémentaire, ce qui aurait permis de mieux absorber le chômage.

Le développement des réseaux sociaux (Facebook, Twitter), impossible à contrôler dans des économies de plus en

plus ouvertes, a été un facteur majeur de la contagion interne à chaque pays puis externe, d'un pays à l'autre, par l'échange d'expérience. Se sont ainsi constitués des *fora virtuels* qui ont permis des déplacements en masse sur les grandes places publiques (phénomènes de la Kasba et Tahrir). Al-Jazira, véritable ciment des révoltes arabes, a été parfois de parti pris, de manière très claire s'agissant de la Tunisie, de l'Égypte, du Yémen, de la Libye, mais nécessairement plus prudent concernant les pays du Golfe. Il ne faut toutefois pas tomber dans le "cyber utopisme", les révolutions arabes n'ayant pas été engendrées par les réseaux sociaux, qui en ont seulement accéléré le processus.

44 Premières leçons à tirer du Printemps des peuples arabes

Pas d'exception arabe. Le monde arabe ne pouvait échapper à des bouleversements qui ont conduit à la chute du Mur de Berlin, à l'éclatement de l'Empire soviétique et au renversement des dictatures en Amérique latine.

Nature des mouvements: s'agit-il de révolutions ou de révoltes débouchant sur des transitions démocratiques? Deux cas de figure selon les pays. On balance entre rupture et continuité. On le voit dans les cas de l'Égypte (continuité du fait de l'institution militaire) et de la Tunisie (rupture) avec la mise à l'écart progressive des apparatchiks du régime, la dissolution du RCD et surtout l'élection prochaine d'une Constituante. Dans le cas de la Libye, la rupture avec le système totalement baroque sera encore plus évidente, car tout est à construire en matière de structures étatiques.

Quelques soient les aléas des transitions en cours, le retour vers des États despotiques dirigés par des autocrates semble peu probable. C'est donc sans doute la fin annoncée des successions à caractère monarchique des républiques (Égypte, Syrie, Yémen et Libye), probablement des gérontocraties, et aussi des leaders charismatiques et providentiels, des Zaims, Guides de la révolution, Pères de la nation etc. Les sociétés s'émancipent du moule patriarcal. Les sociétés arabes ont profondément évolué et sont confrontées à une plus grande autonomie de l'individu. Cette mutation provoque une transformation du modèle familial et du modèle communautaire.

Les mouvements de révolte qui expriment une demande vers des régimes pluralistes et démocratiques affirment un double non: ni État despotique, ni État théologique. A souligner aussi la dimension éthique des mouvements, le slogan qui s'impose, à côté de la revendication de la liberté et de la démocratie, étant la restitution de la dignité (Karama); "de sujets, nous devenons des citoyens", proclament certains manifestants. En Tunisie, "Révolution de la dignité" s'impose par rapport à l'appellation née en France de "Révolution du jasmin". Le thème de la citoyenneté, de la laïcité, est un concept qui apparaît parfois, notamment en Tunisie et en Égypte. C'est un nouveau lexique qui surgit dans tout le monde arabe; le slogan "L'islam est la solution" n'est pas dominant. Mais peut-on parler de sécularisation des sociétés arabes?

Ces mouvements peuvent être analysés comme favorisant la réhabilitation du politique au sein des sociétés, fo-

calisées sur des enjeux externes. On se libère des imprécations contre l'ennemi extérieur, principalement Israël et les Etats-Unis. La mobilisation par les régimes autour de grandes causes mythiques, du panarabisme, du panislamisme, du complot sioniste ou impérialiste ne fonctionne plus; les foules célèbrent une forme de patriotisme (présence des drapeaux nationaux) et on assiste à un retour de l'Etat-nation. Au total, les régimes ne peuvent plus jouer sur les peurs tant vis-à-vis de leurs opinions internes que de l'extérieur, en brandissant la menace de Al-Qaida ou des affrontements interconfessionnels.

46 Il n'en reste pas moins que les sociétés arabes façonnées par une même langue et globalement une même culture, ont démontré leur solidarité, qui n'est plus l'apanage des islamistes.

Les formations islamiques (qualificatif préférable à "islamistes") n'ont pas été acteurs des révoltes, mais les ont accompagné avec efficacité. Ces mouvements ont des caractéristiques communes: la grande capacité de mobilisation et d'organisation de ces formations fait craindre une position dominante à l'issue des élections. Leurs leaders en Tunisie, en Egypte et en Syrie cherchent à rassurer en évoquant le modèle turc de l'AKP, sur lequel ils réfléchissaient déjà depuis quelques années. Volonté d'autolimitation pour rassurer et éviter le retour de la répression (syndrome algérien). Les mouvements islamistes ont pour trait commun de s'inscrire dans le temps long, l'objectif premier étant de ré-islamiser la société. Les partis islamiques seront prochainement mis à l'épreuve de leur participation

au pouvoir plus qu'à la prise de pouvoir. Ils ne peuvent plus prétendre à la représentation exclusive de la société. Le Printemps arabe a signifié la mort politique d'Al-Qaïda qui avait déjà progressivement perdu ses appuis dans les opinions arabes.

Analyse du cas tunisien

Le 23 octobre, se sont déroulées les premières élections libres en Tunisie et même dans le monde arabe, à l'exception du Liban. La forte mobilisation des électeurs légitime le résultat du scrutin. Le succès net d'Ennahda répond à une triple motivation des électeurs: volonté d'instaurer un nouvel ordre social et moral; vote de reconnaissance au parti qui a le plus souffert de la répression; attachement à la culture arabo-musulmane, sans exigence de retour aux fondamentaux de la charia. Rached Ghanouchi tient un discours plus identitaire que religieux, s'appuyant sur la justice sociale, les valeurs de la famille, la lutte contre la corruption, en tout cas en phase avec une société tunisienne conservatrice. Ce vote protestataire, qui ne traduit qu'une adhésion partielle des électeurs d'Ennahda à une idéologie islamique, consacre en quelque sorte la rupture avec l'ancien système. L'on ne peut en tout état de cause évoquer pour la Tunisie, comme pour la plupart des pays arabes confrontés à des révolutions, d'emprise de l'islam politique et de perspective d'État islamique. Il ne faut pas réduire le champ politique dans le monde arabe entre forces islamistes et forces progressistes ou laïques. L'Occident doit sortir de ce paradigme qui est réapparu dans

les déclarations européennes, notamment françaises, commentant la victoire d'Ennahda pour s'en inquiéter.

Les recompositions géostratégiques dans le monde arabe

Au Maghreb

48 Le vent du changement venu de Tunisie souffle davantage à l'Est. En Algérie, la contestation a ses limites sous le double effet du caractère hétérogène de la société et du souvenir de la guerre civile. Il faut parier sur l'après Bouteflika. Au Maroc, la monarchie n'est pas contestée et le Roi a repris l'initiative, mais il devra aller au-delà en luttant contre la corruption. En Libye, après le renversement du régime, ne pas écarter le risque de partition inscrit dans l'histoire et la géographie. Le meilleur scénario serait le retour à un Etat fédéral (problème de la répartition des ressources pétrolières).

La chute de Kadhafi sera un facteur de stabilité au Maghreb et permettrait la relance de la construction maghrébine (coût du non-Maghreb évalué par le cercle des économistes). Les bouleversements intervenus sur la rive sud de la Méditerranée, imposeront une refondation du projet méditerranéen et notamment de l'UPM; il faudra partir des objectifs politiques avant de se pencher sur les mécanismes institutionnels. Un projet méditerranéen ambitieux devra être tourné vers les nouveaux acteurs, en particulier la jeunesse et les sociétés civiles.

Au Proche-Orient

L'Egypte va-t-elle retrouver son rôle stratégique régional, alors que ces dernières décennies Le Caire avait per-

du son autonomie d'action et ses marges de manœuvre, tant elle était dépendante de la politique américaine? Par exemple, premières approches pour normaliser les relations avec l'Iran. La réconciliation interpalestinienne Fatah-Hamas et la réouverture de Rafah marquent un retour sur la scène régionale de l'Égypte qui, tout en se démarquant des Etats-Unis et d'Israël, ne remettra pas en cause l'essentiel, c'est-à-dire l'accord de paix. L'armée veille pour que ne soient pas dépassées certaines lignes rouges. Importance de la revitalisation du poids régional de l'Égypte, lorsque l'on constate que les trois principales puissances dans la région, Israël, Iran, Turquie, ne sont pas arabes.

Le régime syrien, qui a fait le choix de la répression face à la contestation, est menacé à moyen terme en raison de son incapacité à se réformer après six mois de contestation. Le temps où aucun des acteurs régionaux ou internationaux ne souhaitait la déstabilisation d'Al-Assad, de crainte des effets de contagion dans la région, semble dépassé. A ce stade, on n'a pas constaté de faille au sein du régime malgré les défections dans l'armée. Les trois non au recours aux armes, au confessionnalisme et à une intervention étrangère, proclamés par l'opposition, sont progressivement remis en cause. Quelle attitude de la Turquie? Tentation de se protéger en créant une zone tampon pour protéger les populations civiles ou une zone d'exclusion aérienne.

L'absence de *slogan* anti-israélien dans les différentes révolutions a laissé penser un temps que le conflit israélo-palestinien aurait perdu sa centralité. L'actualité récente,

et notamment le débat à l'ONU autour de l'Etat palestinien, démontre que ce fut une erreur de perception; la résilience du conflit israélo-palestinien restera forte. Israël sera confronté à des contestations sous forme non violente dans les territoires en Cisjordanie et le Hamas ne sera pas à l'abri.

Le monde arabe bouge, sous l'impulsion des sociétés, tandis qu'Israël reste figé dans le statut quo et se retrouve, paradoxe de l'histoire, dans le même camp qu'Israel.

50 Le nouveau Proche-Orient ne sera pas façonné par la république islamiste iranienne, qui n'a pas vocation à devenir la superpuissance régionale. L'Iran n'est pas un modèle politique à l'extérieur, même s'il dispose d'une certaine influence parmi les populations shiites d'Irak, du Bahreïn, pays où la contestation est de nature sociale et non religieuse. Soutien prudent de l'Iran au régime de Damas. Il ne faut pas croire à la chimère géo politique du Croissant chiite. Le Premier ministre irakien construit son pouvoir sur l'exaltation du nationalisme irakien (Irakiyya)

Par contre, montée en puissance du rôle de la Turquie qui apparaît comme un modèle alliant démocratie et succès économique. Il s'agit de la seule grande économie émergente. l'AKP, parti islamique réformiste, apparaît comme la référence pour d'autres mouvements, les Frères musulmans en Egypte, au-delà en Jordanie, ainsi que pour le parti tunisien En-Nahda. Ce sont les jeunes générations qui poussent à une évolution vers le modèle turc. Longtemps plate-forme avancée de l'Occident, la Turquie aura de plus en plus tendance à se poser en porte-parole d'un monde

arabe et musulman en voie de transformation et de médiateur dans les différentes crises régionales. On parle d'ambition néo-ottomane de la diplomatie turque.

Les pays du Golfe, membres du CCG, se sont organisés avec efficacité pour contenir la contestation et ont ainsi manifesté une solidarité de corps entre régimes princiers. Des réformes viendront à leur rythme dans tous ces pays, y compris l'Arabie saoudite, appuyées par une forte mobilisation de la rente pétrolière.

A la faveur de la mise en œuvre de la résolution 1973 du Conseil de Sécurité, l'Organisation atlantique s'est imposée pour la première fois dans le règlement d'un conflit concernant le monde arabe. C'est une nouvelle donne stratégique fondamentale, quand on connaît les réticences des gouvernements et surtout des opinions sur l'organisation dominée par les USA. Quel rôle de l'OTAN dans le processus de transition, qui relèverait davantage de l'ONU?

51

Les États-Unis et l'Europe face au Printemps des peuples arabes

Barak Obama a su, dans un premier temps, accompagner habilement ces révolutions (soutien aux mouvements en Tunisie et en Egypte et engagement militaire mesuré en Libye). L'important pour Washington était d'éviter l'effondrement de l'Egypte et le maintien de l'institution militaire qui organisera la transition. Elle sera vigilante sur les évolutions à venir en Jordanie et dans les pays du Golfe en encourageant les pouvoirs en place à engager des réformes. Sa réelle préoccupation est sans doute l'Arabie saoudite

dans un contexte de succession incertaine et des conséquences de la contestation chiite à Bahreïn où se situe la base de la 5^{ème} flotte.

La position américaine fermée sur le conflit israélo-palestinien, pourtant considéré comme central par Barack Obama, a ruiné son prestige dans le monde arabe et effacé les effets du discours du Caire de juin 2009; double humiliation d'Obama par Netanyahou au Congrès américain en mai dernier, puis à l'ONU par Mahmoud Abbas, chacun recevant des *standing-ovations* marquant un net désaccord avec sa politique. Sa stratégie doit dorénavant s'analyser à l'aune de sa réélection, qui est illustrée par une nouvelle doctrine du "*leading from behind*" appliquée au conflit libyen.

52

Les dirigeants européens ont donné l'impression, dans un premier temps, d'être plus à l'aise avec le *statu quo* qu'avec le mouvement et l'histoire en marche. L'Europe est apparue davantage préoccupée par la stabilité et la sécurité que par l'instauration de régimes démocratiques. L'Occident n'a pas su saisir la dimension autonome des révoltes arabes qui s'est appropriée les valeurs universelles, de démocratie, de justice etc. On a retrouvé le discours néo-orientaliste, simplificateur, dénoncé par Edouard Saïd, qui s'appuie sur des catégories et des paramètres obsolètes (exemple: la démocratie incompatible avec l'islam, le monde arabe pas prêt pour la démocratie, l'exception arabe). Le monde arabe devra désormais être compris par le biais des valeurs universelles, dont il s'est approprié, sans intervention extérieure. Il faudra

se séparer du discours européen, de la mission civilisatrice de l'Europe, pas éloignée du discours évangéliste ou d'une forme de prosélytisme démocratique. Bref comme l'affirme H. Védrine, l'Occident n'a plus le monopole de l'Histoire.

Politiques, éditorialistes, intellectuels furent nombreux à tenir un discours anxiogène pour agiter le spectre de la montée en puissance de l'islamisme radical et s'inquiéter des flux migratoires, annoncés parfois comme des tsunamis humains. On s'enferme dans une stratégie de verrouillage des frontières alors que les chiffres montrent que l'on a dramatisé à l'excès. La Tunisie a dû gérer des flux considérables de réfugiés venus de Libye, dans la dignité et la solidarité. Que pèsent les quelques 20.000 migrants arrivés en Europe par rapport aux 200.000 réfugiés accueillis à la frontière tuniso-libyenne?

53

Il faut changer notre regard sur le monde arabe Trop longtemps, nous avons brandi le prétexte de la menace islamiste pour justifier une certaine complaisance à l'égard de régimes autocrates. Un dialogue sans complexe doit être engagé avec les courants islamiques, selon le propos d'Alain Juppé.

* * *

D'autres chapitres du Printemps des peuples arabes sont à écrire. Les transitions démocratiques seront des processus longs, qui ne s'arrêteront pas à la chute des tyrans. Le mouvement vers plus de démocratie, d'état de droit, de pluralisme est inéluctable, même si rien n'est acquis. Plus aucun

Yves Aubin de la Messuzière

pouvoir n'est immun par rapport à la contestation et à cette prise d'initiative des sociétés. Le premier test est la Tunisie nouvelle, qui vient d'entrer dans la deuxième étape de sa transition et qui a une obligation de réussite pour elle même et pour les autres pays arabes.